

Bilan
2021
–
2022

Conjuguer

transition écologique

droit à la ville

identités

rapports sociaux de sexe/genre

solidarités

droits des travailleuses et travailleurs

militantisme

développement territorial

défense des droits

action citoyenne

action féministe

transformation sociale

action syndicale

mouvements sociaux

luttons aux discriminations

action communautaire

marginalités

savoirs autochtones

justice sociale

et

UQÀM | Service aux collectivités

savoirs universitaires

TABLE DES MATIÈRES

À propos.....	1
Équipe du SAC 2021-2022.....	1
Synthèse de l'année 2021-2022	2
Faits saillants	3
Rayonnement des projets	3
Collaborations institutionnelles et contributions.....	4
Lauréates des bourses d'études du SAC 2021-2022	5
Principaux enjeux pour 2022-2023	6
À la mémoire de pionnier·ères et de partenaires	8
Regard sur des projets accompagnés	9
Volet étudiant.....	9
Domaine communautaire	12
Domaine femmes et rapports de sexe.....	16
Domaine syndical.....	21
Remerciements.....	24
Comité des services aux collectivités.....	24
Comité conjoint du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ	26
Comité conjoint du Protocole UQAM/Relais-femmes	27
Comité consultatif du volet étudiant.....	28
Partenaires des projets accompagnés au SAC.....	29
Annexe 1 : Collaborations institutionnelles et contributions	36

À PROPOS

Depuis plus de 40 ans, le Service aux collectivités (SAC) collabore avec des groupes sociaux non traditionnellement desservis par les universités, en vue de répondre à des besoins qui leur sont propres et ce, dans une perspective de promotion collective ou culturelle. Il joue un rôle actif dans le soutien et le développement de partenariats fructueux qui prennent la forme de projets de **formation**, de **recherche**, de **création** et de **diffusion**.

Participent à ces projets des enseignant-es et étudiant-es de l'UQAM, ainsi que des associations volontaires et autonomes sans but lucratif, des groupes de femmes, des syndicats, des comités de citoyen.ne.s, de même que d'autres groupes apparentés non gouvernementaux qui poursuivent des objectifs de développement à caractère social, culturel, environnemental ou communautaire. Les projets sont accompagnés par le personnel professionnel du service afin de faciliter la coconstruction des connaissances et les bénéfices mutuels pour l'ensemble des partenaires.

Dans le cadre des projets soutenus par le Service, les partenaires partagent leurs savoirs et compétences pour produire collectivement de nouvelles connaissances porteuses de transformations sociales.

ÉQUIPE DU SAC EN 2021-2022

Christine Champagne

**jusqu'en janvier 2022*
Agente de développement
Projet volet étudiant

Geneviève Chicoine
Agente de développement
Domaine communautaire

Maryse Dupré
Secrétaire de direction

Fanny Jolicoeur
**depuis mars 2022*
Agente de développement
Projet volet étudiant

Lyne Kurtzman
**jusqu'en décembre 2021*
Agente de développement
Protocole UQAM/Relais-femmes

Ève-Marie Lampron
Agente de développement
Protocole UQAM/Relais-femmes

Mélanie Pelletier
**Remplacement de congé de maternité*
Agente de développement
Domaine communautaire

Marie Eve Rioux-Pelletier
Agente de développement
Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ

Josée-Anne Riverin
**En congé de maternité durant l'année*
Agente de développement
Domaine communautaire

Marcel Simoneau
Directeur

Ce rapport annuel du Service aux collectivités présente des données quantitatives globales pour l'ensemble des projets soutenus **du 1^{er} mai 2021 au 30 avril 2022**, les faits saillants de l'année ainsi qu'une présentation détaillée des activités marquantes et des enjeux et perspectives propres au volet étudiant et aux trois domaines du service (communautaire, femmes/rapports de sexe et syndical). Ce rapport et le tableau de l'ensemble des projets soutenus sont aussi disponibles sur le [site Internet du SAC](#).

SYNTHÈSE DE L'ANNÉE 2021-2022

PROJETS ET ACTIVITÉS	
Type de projets/activités	Nombre
Projets de recherche	62
Projets de formation	16
Activités de diffusion/transfert	4
Projets de consultation/expertise	5
Mandats réalisés dans le cadre du volet étudiant	13
Total	100

SOUTIEN FINANCIER	
Type de soutien	Montant
Interne	67 799 \$
Externe	694 148 \$
Total	761 947 \$

DÉGRÈVEMENTS	
Nombre d'heures de dégrèvement	465 heures

PARTENAIRES UNIVERSITAIRES ET DES COLLECTIVITÉS	
Type de partenaire	Nombre
Professeur-es et chargé-es de cours de l'UQAM, provenant des sept Facultés et École	105
Départements et Instituts de l'UQAM	30
Nouvelles collaborations	14
Étudiant-es de l'UQAM	152
Groupes partenaires	122

Nous tenons à souligner que ce tableau ne présente pas **tous les apports considérables, mais non comptabilisés, des groupes partenaires**, tant en ressources humaines que matérielles.

FAITS SAILLANTS

Un modèle qui inspire ici et à l'étranger

Créé en 2019 à l'initiative de l'UQAM dans la foulée d'un séminaire international sur la recherche partenariale entre universités et communautés et organisé par le Vice-rectorat à la recherche, à la création et à la diffusion (VRRCD) et le SAC, le [Réseau International UNiversités-Société \(REIUNIS\)](#), est un réseau francophone qui valorise la recherche participative au sein des universités. REIUNIS a été lancé en mars 2022 lors d'une [Table ronde virtuelle](#) au Printemps de la recherche et de la création de l'UQAM. Ce réseau regroupe les universités partenaires fondatrices suivantes : l'Université Laval, l'Université du Québec en Outaouais (UQO), l'Université de Strasbourg, l'Université de Rennes 2, l'Université de Lyon 2 (France) et l'Université de Lausanne (Suisse). Le SAC a présenté son modèle devant l'équipe du [SUC \(Service université-communauté\) de l'Université Rennes 2](#), membre du REIUNIS, en mai 2021. Une autre rencontre s'est tenue en novembre afin que deux agentes de développement puissent échanger avec l'équipe en constitution sur les pratiques d'accompagnement des projets. Cette collaboration a été soulignée dans l'article d'Actualités-UQAM : « [Le Service aux collectivités s'exporte en France](#) ».

Le 3 novembre 2021, le SAC a également été invité par l'équipe du [Centre de recherche et d'intervention sur l'éducation et la vie au travail \(CRIEAT\)](#), centre interuniversitaire logé à l'Université Laval et qui songe à développer des modalités partenariales soutenues institutionnellement, raison pour laquelle une présentation du modèle SAC était souhaitée.

Le SAC a aussi fait la présentation de son approche lors de plusieurs événements. « [La collaboration de l'Université avec et pour les collectivités : expériences québécoises en temps de pandémie, novembre 2021](#) », organisé par le SAC et le Bureau de l'engagement Communautaire de l'Université Concordia dans le cadre d'un projet de Community Campus Engage Canada. Le SAC a également pris part à la Table ronde « [Milieu académique et société civile : comment collaborer ensemble ?](#) », dont l'objectif était de partager des exemples de collaboration entre le milieu de la recherche/académique et la société civile, en plus d'explorer des approches à privilégier lors de telles collaborations. Cet événement se tenait dans le cadre du symposium international « La démocratie, la citoyenneté mondiale et l'éducation transformatrice : nouvelles perspectives pour comprendre, s'entendre et agir ensemble », de la Chaire UNESCO en démocratie, citoyenneté mondiale et éducation transformatrice (DCMÉT).

RAYONNEMENT DES PROJETS

En plus des nombreuses activités de transferts et de mobilisation, tant dans les collectivités que dans le milieu universitaire et qui font partie intégrante des projets accompagnés, le SAC poursuit ses efforts de rayonnement à travers ses différentes plateformes. Ainsi, pour sa deuxième année d'activités, la page [Facebook du SAC](#) compte **470 personnes abonnées**. Également, plus de **180 publications** ont été réalisées, ce qui a permis de **rejoindre 7462 personnes**. Quant à elle, la [chaîne YouTube du SAC](#) regroupe **28 vidéos** réalisées dans le cadre des projets partenariaux SAC. Au 30 avril 2022, elle comptait 22 abonné-es et les vidéos avaient généré 777 vues.

L'équipe du SAC poursuit également sa collaboration avec le Service des communications : une nouvelle identité visuelle a été créée et diffusée à l'automne 2021.

Finalement, le SAC et des projets accompagnés ont aussi fait l'objet de près de **100 articles dans les médias (dont 20 dans Actualités-UQAM)** au cours de l'année.

Prix

Le projet partenarial *Harcèlement sexuel en culture et en communication* est l'un des trois finalistes pour le « Prix Partenariat » dans le cadre du concours De l'idée à l'innovation, UQAM. En partenariat avec la FNCC-CSN, la CSN et le Service aux collectivités de l'UQAM, le projet présenté par les professeures Myriam Dubé (travail social) et Rachel Chagnon (sciences juridiques) vise à comprendre et à documenter le harcèlement sexuel dans le secteur de la culture et des communications, où une majorité de personnes sont engagées sous octroi de contrats à durée déterminée.

Projets impact 2022

Trois projets de recherche SAC ont été sélectionnés dans la mise à jour du Parcours Impact de l'UQAM : ***Enquête Sexualité, Sécurité et Interactions en Milieu Universitaire*** (ESSIMU, Manon Bergeron et Martine Hébert, professeures au département de sexologie, Regroupement québécois des CALACS et autres co-chercheur-es et partenaires); ***La reconnaissance d'une obligation explicite de l'employeur en matière de violence conjugale*** (Rachel Cox, prof. au département de sciences juridiques, CAVAC Côte-Nord, Centres femmes aux 4 vents, Maison des femmes de Baie-Comeau) et ***Vers une compréhension des impacts sociaux des entreprises d'insertion : le cas du Boulot vers... à travers des récits de vie*** (Sonia Tello-Rozas, Valérie Michaud, professeures au département d'organisation et ressources humaines, Jacques Rhéaume, professeur émérite, Communication UQAM, Le Boulot vers...).

COLLABORATIONS INSTITUTIONNELLES ET CONTRIBUTIONS

Bien que les agentes et la Direction siègent sur de nombreux comités (voir Annexe 1), nous soulignons ici les représentations suivantes :

- **Comité d'action pour les Premiers Peuples de l'UQAM.** Le SAC a participé aux travaux menant au lancement du [Plan d'action 2021-2026 de l'UQAM – Poursuivre l'engagement avec les premiers peuples](#) en mars 2022. Officialisé en décembre 2021, le Comité assume une fonction conseil dans la définition des orientations institutionnelles, identifiera les priorités d'action et établira des stratégies d'intégration en regard des divers enjeux touchant les Premiers peuples au sein de l'Université.
- **Chantier Transfert des connaissances et recherche partenariale du Réseau québécois en études féministes (RéQEF).** Cette équipe a organisé un Forum multipartite (professeur-es, étudiant-es, groupes) d'échanges sur la co-analyse des données de recherche (28 avril 2022), produit une capsule vidéo sur l'éthique de la recherche partenariale féministe ainsi qu'un guide sur le sujet, lequel a été largement diffusé auprès des milieux de pratique et universitaires.
- **Groupe consultatif sur les retombées sociales, Universités Canada :** les 96 établissements membres du réseau, dont l'UQAM représentée par le directeur du SAC, ont adopté en octobre 2021 les [Principes en matière de retombées sociales](#) tels que : collaborer de manière équitable et créer des liens solides avec les collectivités locales, en se fondant sur les valeurs de respect, de réciprocité, de transparence, d'ouverture, de diversité, d'inclusion et de réconciliation.
- **Territoires innovants en économie sociale et solidaire (TIESS) :** discussions au conseil scientifique et recommandations au conseil d'administration sur l'innovation sociale, en vue du Grand rendez-vous de l'innovation sociale en novembre 2021 et de la Stratégie québécoise de recherche et d'investissement en innovation (SQRI²) 2022-2027

- **Community-Based Research Canada** : le directeur du SAC siège au comité de direction à titre de seul membre institutionnel francophone. En mai 2021, dans le cadre du C2UExpo2021 Mini Gathering and Awards Gala, événement pancanadien, le SAC a été présenté en anglais et en français par son directeur.
- Présentation du modèle SAC dans 6 **groupes-cours** différents à l'UQAM (1^{er}, 2^e et 3^e cycles)

LAURÉATES DES BOURSES D'ÉTUDES DU SAC 2021-2022

Chaque année, le SAC offre des bourses d'études pour reconnaître l'excellence et l'engagement de personnes étudiantes de l'UQAM dans le cadre de leur projet de maîtrise ou de doctorat. Ces bourses sont offertes par l'entremise des concours de bourses étudiantes de la Fondation de l'UQAM.

Célia Favre

Bourse CSN-CSQ-FTQ du Fonds du Service aux collectivités (1282), 1 500 \$

Maîtrise en droit (droit du travail, mémoire)

Harcèlement sexiste et sexuel comme « accident du travail » : parcours des travailleuses lors de la procédure de réclamation pour lésion professionnelle

Émilie Telmosse

Bourse du Fonds de recherche du Service aux collectivités (928), 1 000 \$

Maîtrise en sciences de l'environnement (mémoire)

Potagers urbains en région minière (Rouyn-Noranda) : Évaluation des avantages, des pratiques agricoles et des risques sanitaires relatifs à la contamination métallique.

Amina Mezdour

Bourse du Fonds du Service aux collectivités (376), 1 500 \$

Doctorat interdisciplinaire en santé et société (Thèse par articles)

S'occuper d'un parent âgé: Ressources de soutien et adaptabilité culturelle des services pour les proches aidants de la communauté maghrébine de Montréal

Le comité d'attribution tient à saluer la qualité exceptionnelle des candidatures et souhaite bonne continuation aux récipiendaires dans la réalisation de leurs projets, dont la pertinence pour les collectivités est soulignée.

PRINCIPAUX ENJEUX POUR 2022-2023

Ressources humaines

La consolidation de la relève professionnelle continue d'être l'un des principaux défis auquel est confronté le SAC. Cet enjeu de rétention d'expertises est d'autant plus critique que les demandes venant tant de groupes partenaires que de professeur-es ne cessent de croître ; ceci dans un contexte où le SAC et son équipe sont cités comme modèles par plusieurs universités ici et à l'étranger. C'est d'autant plus exceptionnel alors que le SAC ne compte que quatre postes de professionnelles à temps plein, avec l'addition de deux agentes contractuelles à statut précaire et porteuses de plusieurs projets importants au VRRCD.

Le départ à la retraite du directeur à l'hiver 2023 soulève la question de la conservation de la mémoire institutionnelle, du maintien des compétences ainsi que de l'imputabilité administrative et des orientations stratégiques du SAC en appui à la mission de l'UQAM.

Fonds des services aux collectivités du MES

Programme actif depuis près de 40 ans, le Fonds des services aux collectivités du ministère de l'Enseignement supérieur (FSC-MES) est un subventionnaire unique en son genre, qui permet de répondre **aux besoins de formation des groupes** en s'appuyant sur les expertises des chercheur-es universitaires. De par sa mission et son Service aux collectivités, l'UQAM est l'université qui en a historiquement le plus bénéficié (48 projets sur 172 financés à travers l'ensemble des universités au Québec, depuis 1991). Ces projets d'envergure, pouvant se déployer sur deux ans et avec des ressources financières conséquentes, sont généralement encadrés par le SAC. **Pas moins de 5 projets FSC-MES étaient actifs en 2021-2022** : ils sont présentés dans la section du domaine communautaire.

À titre d'exemple, les projets s'étant déployés par le passé ont permis : de développer un programme d'autonomisation socioprofessionnelle offert à une trentaine de femmes victimes de violence conjugale ; de former des femmes autochtones à agir comme chercheures au sein de leur communauté pour renforcer leur autodétermination en matière de recherche ; de sensibiliser les populations aux réalités des familles homoparentales ; de former des milliers d'intervenant-es aux réalités des filles et femmes dans l'industrie du sexe, afin de mieux les soutenir ; de former des milliers de jeunes sur les agressions à caractère sexuel et d'implanter un programme pérenne à cet effet, lequel est toujours actif en 2022. Outre les innombrables apports aux collectivités, le FSC-MES a permis aux chercheur-es de l'UQAM de faire rayonner leurs expertises et celle de l'institution auprès d'une pluralité d'acteur-trices, de publier à partir des démarches et résultats des projets, d'autant plus que certains de ces résultats de recherche ont fortement contribué à la création de Chaires institutionnelles (sur la diversité sexuelle et la pluralité des genres, notamment).

Malheureusement, le MES annonçait le 1^{er} juin 2022 que ce programme ne serait pas reconduit et que les sommes associées seraient transmises aux établissements d'enseignement. L'appel à projets coordonné par le ministère et l'évaluation paritaire (université/groupes) ne seront donc plus assurés. De plus, les sommes versées aux établissements ne seront pas déterminées en fonction de l'historique d'utilisation du fonds, mais bien « au prorata de la subvention normée (enseignement, soutien à l'enseignement et terrains et bâtiments) ».

Rappel historique

En 1984, devant l'absence de consensus au sein des universités québécoises quant à la mission des services aux collectivités, le Conseil des universités émet un avis au ministère de l'Éducation du Québec (MEQ) et recommande qu'un fonds permanent de financement des projets soit mis en place. Dédié spécifiquement aux universités qui ont voté une politique officielle de services aux collectivités, ce fonds serait soutenu par un mécanisme d'interface avec les usagers. La sélection des projets soumis au fonds serait assumée par un comité formé à parité de représentants universitaires et d'usagers (Conseil des universités, 1984).

La recommandation sera appliquée pour des projets de formation, sans toutefois que soit retenue la limitation de son application aux universités ayant voté une politique officielle de services aux collectivités soutenue par un mécanisme d'interface avec les usagers. Ce fonds est par la suite devenu le Fonds des services aux collectivités, géré par les différents ministères de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur qui ont suivi.

Source : Bussière, Denis et al. (2018). *La coconstruction des connaissances : l'expérience du Service aux collectivités de l'UQAM. Une inspiration majeure pour le TIESS*. Montréal : Service aux collectivités de l'UQAM et Territoires innovants en économie

Soulignons que l'UQAM est la seule université à s'être dotée d'un Service aux collectivités pérenne et soutenu par des ressources humaines et financières afin d'appuyer ces partenariats avec les groupes sociaux. D'ailleurs, [la Politique 41](#), dans sa définition du Service aux collectivités, détermine dans ses axes d'activités les fonctions de **soutien aux activités de promotion collective** ainsi que de **diffusion aux collectivités**.

À LA MÉMOIRE DE PIONNIER·ÈRES ET DE PARTENAIRES



Tenue le mardi 19 avril 2022 à l'Agora du Cœur des sciences, une soirée a rendu hommage à Michel Lizée, décédé le 24 janvier 2021. Coordonnateur au Service aux collectivités pendant près de 40 ans et président du Syndicat des employées et employés de l'UQAM (SEUQAM) de 1983 à 1988, M. Lizée était également reconnu comme expert en matière de pensions et de gestion des placements. Près de cent personnes étaient présentes pour rendre hommage à ce pionnier. La famille de Michel Lizée a présenté un don important à la Fondation de l'UQAM pour le Fonds de recherche du Service aux collectivités.

C'est aussi avec tristesse que l'équipe du SAC a appris le décès de plusieurs collaboratrices cet année :



La professeure au Département des sciences juridiques et militante **Lucie Lemonde** est décédée en février 2022. Lucie Lemonde était impliquée dans des projets majeurs depuis plusieurs années au SAC, dont la formation sur les poursuites-baïllons (2009-2011) avec le Regroupement québécois des groupes écologistes, puis la recherche et la formation sur le droit de manifester (depuis 2017) avec la Ligue des droits et libertés. Nous soulignons son profond engagement et tenons à exprimer toutes nos sympathies à ses proches. La Ligue et [Actualités-UQAM](#), entre autres, lui ont rendu hommage.



Figurant parmi les fondatrices de [Relais-femmes](#) et première signataire du Protocole UQAM/Relais-femmes en 1982, **Nicole Boily** a également oeuvré au SAC quelques années à titre de directrice et d'agente de développement. Militante infatigable pour les droits des femmes, défenderesse des groupes et de l'action communautaire, Nicole Boily avait récemment accordé un [entretien](#) sur son parcours dans le cadre du projet de [Ligne du temps sur la contribution des femmes à l'éducation des adultes](#). Un article du [Devoir](#) rend également hommage à cette pionnière.



Infatigable défenderesse des droits des travailleuses et des travailleurs en situation de vulnérabilité, **Katherine Lippel** était une sommité dans son domaine. Éminente juriste, elle était une partenaire importante et alliée des organisations syndicales. Elle avait collaboré à plusieurs projets menés dans le cadre du Service aux collectivités. La Faculté de droit de l'Université d'Ottawa, où elle enseignait, lui rendait récemment [hommage](#).

REGARD SUR DES PROJETS ACCOMPAGNÉS

VOLET ÉTUDIANT

Fondés sur les besoins des groupes sociaux, l'équipe du SAC s'est dotée, depuis 2020, d'un projet pilote « volet étudiant » visant à développer des modalités d'engagement communauté-université avec les étudiant·es. En concordance avec l'approche du SAC, les étudiant·es sont sensibilisé·es aux valeurs du travail en partenariat et une agente de développement assure l'accompagnement tout au long des projets. Un comité consultatif composé d'étudiant·es, de professeur·es, de représentant·es d'organismes et de l'agente du volet, alimente les réflexions pour le meilleur déploiement du volet. Ce comité s'est réuni une fois pendant l'année couverte par ce bilan.

Le mandat a clarifié le fait que j'aime faire de la recherche particulièrement lorsqu'elle a un caractère assez concret et partenarial. J'ai aussi découvert que j'aimais beaucoup travailler en collaboration avec un organisme qui travaille sur le terrain. (...) J'ai également eu à me faire confiance dans mes initiatives et à m'adapter selon les besoins nommés par la responsable de l'organisme. (étudiante, 2022)

Des faits saillants

Cette année en était une à la fois de réalisation de mandats, d'analyse et de bilan. L'année a aussi été marquée par le changement de l'agente responsable du volet. Notons l'excellente nouvelle de la **reconduction du financement du volet par la Fondation Lucie et André Chagnon pour les années 2022-2025 à hauteur de 492 684 \$.**

Au cours de l'année 2021-2022, **13 mandats ont été** réalisés impliquant **62 étudiant·es, 11 groupes partenaires** et **7 professeur·es ou chargé·es de cours.** Voici les faits saillants de ces activités.

Mandats rémunérés

Au cours de la dernière année, **6 mandats rémunérés** ont pu être réalisés par des étudiant·es. Les mandats étaient variés et s'adressaient à des personnes étudiantes de toutes les facultés et de tous les cycles. Ainsi, des projets diversifiés ont pu être concrétisés au sein d'organismes. À titre d'exemple, une étudiante en création littéraire a réalisé un **photoreportage pour l'organisme Le Sac à Dos** en documentant l'évolution d'un projet de jardin communautaire. Quant à la radio communautaire CIBL, elle a bénéficié de 100 heures de travail d'une étudiante à la maîtrise en sciences de la gestion afin de **développer un service de location de studios.** Une maison d'hébergement pour femmes en contexte de violence conjugale a, quant à elle, collaboré avec une étudiante à la maîtrise en sociologie, laquelle leur a permis de travailler à la **formation de « femmes relais » et de créer de nouveaux ateliers.**

Mandats dans le cadre de cours

Le volet étudiant a permis pour la deuxième année consécutive d'accompagner des mandats dans le cadre de cours. **12** mandats ont été réalisés dans **8** cours en lien avec 4 organismes communautaires. À titre d'exemple, des mandats étudiants ont été réalisés dans le cours offert au baccalauréat en droit – « Droit, peuples autochtones et État canadien » dispensé par la professeure Doris Farget. Pour une deuxième année consécutive un groupe de la professeure Doris Farget était pairé avec l'Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador (IDDPNQL). Cette seconde expérience a permis de raffiner le processus entourant ce type de projet et de proposer aux personnes étudiantes des travaux de session encore plus porteurs que ceux effectués l'année précédente. En effet, cette collaboration a donné lieu à **l'élaboration par les étudiant-es d'outils de vulgarisation et de bulletins d'information sur des thèmes divers touchant les droits autochtones**. Ces outils se sont avérés très utiles pour cet organisme et ont permis aux personnes étudiantes de faire de multiples apprentissages.

Bilan et analyses pour éclairer la suite

Encore cette année, toutes les parties (organismes, personnes étudiantes et professeures) se sont dites satisfaites de leur participation au volet étudiant et de l'accompagnement offert par le SAC. Toutefois, des constats, parfois récurrents, ressortent du bilan général de l'exercice.

D'une part, les mandats rémunérés répondent parfaitement aux besoins des groupes et des étudiant-es. Le défi se situe plutôt au niveau de la mise en place de solutions financières pour assurer la pérennisation de cette avenue et l'octroi d'un plus grand nombre de ces mandats.

D'autre part, les expériences de mandats dans le cadre de cours, bien que positives dans l'ensemble, ont mis en lumière des enjeux qu'il est nécessaire d'analyser pour circonscrire de meilleures conditions de réalisation pour ce type d'expérience. En effet, c'est un défi que d'arrimer les besoins des groupes avec le calendrier d'un cours. Par ailleurs, pour les groupes, le temps qu'il a été nécessaire d'octroyer aux personnes étudiantes a souvent été plus important que prévu. Il s'agit d'un enjeu à considérer puisque l'objectif du volet est d'apporter un soutien à plus court terme aux organismes. Rappelons que le volet étudiant vise à répondre à des besoins de moindre envergure, tout en offrant une expérience unique d'apprentissages et d'engagement aux personnes étudiantes.

Malgré ces défis, l'apport des étudiant-es dans ces projets ancrés dans les collectivités, est démontré encore une fois cette année. Les bénéfices et l'impact concret de ces expériences rejaillissent du côté des groupes et des étudiant-es, et fait écho à la mission sociale chère à notre université.

Conclusion et perspectives

Se réjouissant de la réponse de la Fondation Lucie et André Chagnon pour la prolongation de leur financement au développement du volet étudiant, il nous est maintenant permis de prendre le temps de mettre en place les conditions gagnantes pour permettre le plein rayonnement et la pérennisation du volet étudiant. Nous sommes déjà à évaluer d'autres manières de renforcer une des toutes premières visées du volet, soit la formation des étudiant-es dans leur découverte des milieux communautaires en contexte de partenariats avec les collectivités.

Le développement d'un cours SAC de même qu'une formation et des outils se basant sur les 40 ans de pratiques de l'approche du SAC constituent en ce sens une avenue prometteuse, notamment vers une reconnaissance institutionnelle par l'UQAM. En effet, le développement d'une telle formation permettra d'outiller un plus vaste bassin d'étudiant-es aux activités partenariales avec les collectivités. Ceci en ouvrant la voie à la constitution d'une communauté de pratiques pour les étudiant-es de toutes les facultés.

En phase avec sa tradition de démocratisation des savoirs et d'ancrage dans les milieux, le volet étudiant constitue une opportunité pour l'UQAM d'incarner sa volonté de placer la perspective étudiante au cœur de ses priorités, à favoriser des pratiques pédagogiques novatrices et à soutenir l'engagement citoyen. Ainsi, l'UQAM pourrait, grâce à son volet étudiant, rayonner encore davantage hors les murs et donner envie à de futur·es étudiant·es de se joindre à cette mouvance.

DOMAINE COMMUNAUTAIRE

Ce bilan présente une synthèse des projets amorcés, finalisés ou en cours entre le 1^{er} mai 2021 et le 30 avril 2022. Il permet de dégager quelques faits saillants et perspectives pour le domaine communautaire qui rappelons-le est marqué par la grande diversité de champs d'action de ses partenaires. Une sélection de projets a été faite pour alléger ce bilan, le tableau de l'ensemble des projets soutenus est disponible sur le site Internet du SAC.

Quelques chiffres

Deux agentes du domaine communautaire ont accompagné **40** projets et activités, dont **14** se sont terminés. Il s'agit de **23** projets de recherche, **14** projets de formations et **3** expertises. L'année 2020-2021 aura été marquée par le développement de **11** nouveaux projets dont certains étaient portés par des groupes et des professeurs qui travaillaient pour la toute première fois avec le SAC. Parmi ces projets, soulignons la recherche ***Portrait des pratiques d'action communautaire autonome développées par les communautés immigrantes*** de l'organisme PROMIS et de la professeure Catherine Montgomery, ou encore une recherche élaborée par la professeure Catherine Foisy et le Centre justice et foi qui vise à remédier à la connaissance lacunaire des articulations entre christianisme social, éducation populaire et action sociocommunautaire au Québec.

Au total ce sont **49** professeur-es ou chargées de cours, **26** étudiant-es et **46** groupes partenaires qui ont œuvré à la réalisation de ces projets et activités. Le financement global des projets du domaine était de **147 536 \$** (35 096 \$ de sources internes et 112 440 \$ externes). De plus, **315 heures** de dégrèvement (150h pour des activités de recherche et 165h pour celles liées à des formations) ont été octroyées pour des professeur-es dans le cadre de ces projets.

Des faits saillants

Des projets moteurs de mobilisation

Compte tenu de leur importance au niveau des investissements et des retombées, il convient de souligner que **cinq projets de formation partenariale d'envergure** financés par le Fonds des services aux collectivités du ministère de l'Enseignement supérieur [FSC] se sont poursuivis. Le projet de formation ***Entraves à la liberté d'expression : les règlements municipaux sous la loupe*** de la Ligue des droits et libertés et des professeurs (feu) Lucie Lemonde et Dominique Bernier a culminé cette année avec le lancement du site sur le [Droit de manifester](#) en octobre. Fruit d'une collaboration exceptionnelle avec le Carrefour technopédagogique et coordonné par Jacinthe Poisson, ce site d'information, d'éducation et de mobilisation présente les principales entraves ainsi que les outils pour y répondre, de façon synthétique et percutante. Durant l'hiver et le printemps 2022, une tournée d'ateliers, adaptée aux besoins de chaque région a ensuite été réalisée en Mauricie, Lanaudière, Côte-Nord, Montréal, Outaouais, ainsi qu'un atelier virtuel ouvert à tous et toutes.

Par ailleurs, le projet portant sur les **pratiques d'action communautaire et l'autonomie des usager-es** du professeur Michel Parazelli, du Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA) et du Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal (RIOCM), ajoutait, avec l'accord du ministère, une année supplémentaire pour développer et expérimenter un tout nouveau volet d'ateliers tel que suggéré par les organismes ayant participé aux deux années de formation. Ici encore, un partenariat avec le Carrefour technopédagogique de l'UQAM et l'accompagnement précieux de Philippe Flamand, rend possible le déploiement d'un site Internet qui permettra le partage pérenne de tous les outils développés dans le cadre de cette formation de longue haleine.

Notons l'obtention d'une subvention **Ressources éducatives libres (ReL)** pour assurer l'accès et la réutilisation de toutes ces connaissances dans le cadre d'une licence ouverte, notamment pour les milieux universitaires et collégiaux. Autre projet soutenu par le FSC, le projet de **Formation sur la transition sociale et écologique par les milieux de vie** porté par l'organisme Solon, le professeur René Audet et la coordonnatrice Camille Buztbach a favorisé de nombreuses activités de transfert de connaissances cette année, notamment des événements publics (*Retour vers le récit du futur, Foire des possibles*) ainsi que des adaptations artistiques du Récit sur la transition sociale et écologique (facilitation graphique, théâtre participatif et conception d'un jeu). Des ateliers d'échange et d'appropriation ont aussi été réalisés auprès de l'équipe de Solon et du TIESS.

Des retombées et des leviers importants

Cette année se concluait, après trois ans de travail collaboratif intense, une recherche de grande envergure : la **Mise à jour des pratiques d'évaluation dans les organismes communautaires**. Cette recherche, qui ne cesse de susciter un vif intérêt tant chez les chercheuses et chercheurs que chez les différents acteurs et actrices impliqué-es, a directement contribué au nouveau *Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire* (PAGAC) 2022-2027. Le [Rapport de recherche](#) et sa [synthèse](#) ont été lancés lors d'un webinaire qui a regroupé 109 participant-es issu-es des milieux communautaires, gouvernementaux et bailleurs de fonds privés. La diffusion sur les réseaux sociaux d'outils d'appropriation des résultats a permis de rejoindre **1711** personnes, et a suscité plusieurs partages. Les demandes d'appropriation des résultats se multipliant, des ateliers ciblés par les différents acteurs (communautaire, gouvernement, bailleurs de fonds privés, experts et milieu universitaire) se tiendront en automne 2022, puis un Forum est prévu à l'hiver 2023. Par ailleurs, les connaissances créées ont également alimenté le développement d'une nouvelle recherche pour la chercheuse principale avec de nouveaux partenaires (Action concertée FRQ) sur l'appréhension des retombées sociales des organismes communautaires travaillant dans le champ de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

Des projets cumulant plusieurs années de partenariat se sont conclus cette année dont la recherche **Vers une compréhension des impacts sociaux des entreprises d'insertion : le cas du Boulot vers... à travers des récits de vie**. Cette recherche qui constituait la troisième phase de recherche partenariale entre l'organisme et les professeurs Sonia Tello-Rozas et Valérie Michaud, a abordé « les impacts sociaux » à travers les changements individuels, et les impacts collectifs sur le milieu de vie de jeunes en difficulté qui sont passés par une expérience d'insertion. Elle invite également à revoir et à réfléchir sur les indicateurs « d'impact » des entreprises d'insertion et aux formes de reddition de comptes pour aller au-delà des seuls indicateurs d'employabilité. En plus d'une diffusion scientifique "classique" (conférence de l'International Society for Third Sector Research et article dans *Voluntas*), cette recherche a donné lieu à deux événements de mobilisation et transfert des connaissances : un événement ayant réuni 14 acteurs et actrices du milieu de la pratique (des partenaires communautaires du Boulot vers..., d'autres entreprises d'insertion et des bailleurs de fonds) et un séminaire public du Centre de recherche sur les innovations sociales (43 personnes inscrites, dont 6 représentants de ministères) afin de présenter les résultats et de prolonger les réflexions collectivement.

Pour sa part, le [projet de recherche FORJE](#) (*FORmation collaborative pour la Justice Énergétique*) avec la professeure Laurence Brière et plusieurs groupes (RQGE, FCTE, CDHAL et Eau Secours) s'est conclu à l'été 2021, après quelques années de collaboration. De nombreuses publications et diffusions ont été réalisées : rapport de recherche, article *Actualités-UQAM* : [Valoriser l'expertise citoyenne en environnement](#), dépôt d'articles scientifiques dont "[Soutenir la justice épistémique par la formation réciproque sur les questions de justice énergétique \(...\)](#)" dans la *Revue Éducation et socialisation*, cahiers du CERFEE, mars 2022, communication à l'ACFAS, etc.

Un autre projet de recherche sur les [collaborations entre organismes de coopération internationale et les PME en coopération internationale: quelles actions mettre en œuvre pour assurer des partenariats porteurs pour les](#)

[communautés du sud?](#), avec la professeure Olga Navarro-Flores et l'AQOCI s'est conclu en 2021. Les résultats présentés dans le rapport de recherche permettent de proposer quelques éléments de repère pour que l'AQOCI dispose des outils nécessaires à l'élaboration d'un cadre de référence contribuant à la structuration des relations des OCI avec le secteur privé. Le projet a aussi fait l'objet d'un article d'[Actualités-UQAM](#). Une nouvelle phase de recherche est en développement avec les partenaires.

Plusieurs autres projets de formation ou de recherche ont suscité à la fois des impacts et des retombées tant pour les milieux que pour les professeur-es impliqué-es. Pensons à l'inspirant projet de **Formation-accompagnement pour le co-développement pédagogique d'artistes médiatrice.teur.s impliqués dans une production de spectacle opératique avec des participant-es vivant avec une déficience intellectuelles** porté par la Gang à Rambrou, le professeur Jean Horvais et l'Opéra de Montréal, qui, à l'issue d'un franc succès (et la création d'un site internet à l'intention de tout groupe ou personne souhaitant bénéficier de cette formation), a donné lieu à une nouvelle formation qui, cette fois, vise la qualification des personnes DI-TSA comme assistantes en médiation artistique.

Notons enfin la recherche menée par la professeure Annie Camus avec le Conseil québécois du loisir (CQL), portant sur les relations le milieu du loisir associatif et l'État qui a mené à l'élaboration d'un nouveau projet de formation afin de soutenir le développement professionnel des directions générales dans le secteur du loisir associatif. L'obtention d'une subvention FSC-MES de 150 000\$ sur deux ans a été confirmée en mai 2022.

Conclusion et perspectives

La synthèse présentée met en lumière quelques projets parmi plusieurs autres qui sont tout aussi pertinents socialement et scientifiquement. Ces projets sont portés par des représentant-es de groupes, des étudiant-es et des professeur-es passionné-es et engagé-es. Nous tenons à souligner leur immense travail et le plaisir que nous avons à les accompagner. Malheureusement, plusieurs demandes qui nous sont acheminées sont mises en attente; notre plus grand souhait est de pouvoir y répondre. Pour y arriver, nous espérons récupérer un troisième poste au domaine communautaire.

En termes de perspectives, nous sommes honorées d'avoir été invitées à siéger au comité d'encadrement de [l'Observatoire de l'action communautaire autonome](#). Le domaine communautaire étant le seul à ne pas bénéficier d'un protocole et d'un comité conjoint, ce lieu d'échanges et de réflexions privilégiés avec des acteurs.trices de l'action communautaire nous permettra d'améliorer notre ancrage quant aux enjeux du milieu.

Toutefois, cette année se termine alors que nous ne pouvons que nous inquiéter de la disparition du Fonds du service aux collectivités du MES (FSC). Ce programme de subvention, existant depuis plus de 40 ans, s'est toujours démarqué par son champ d'application et ses principes de fonctionnement incluant la reconnaissance des expertises communautaires au sein même des évaluations des projets. Ayant accompagné un nombre record de ces projets depuis la création de ce fonds, nous avons pu constater les impacts pluriels de ces formations qui sont menées en coconstruction, le plus souvent sur tout le territoire québécois, auprès d'un nombre important de groupes, de regroupements et de citoyens.nes. Bien ancré dans les principes et processus qui sont les fondements même de la promotion collective – pratique d'action collective fondée sur l'autonomisation citoyenne¹ –, ces projets ont démontré depuis des décennies que les innovations sociales prennent racine dans les expériences et les

¹ Paul Bélanger (entretien accordé à Normand Baillargeon), « [L'éducation populaire menacée](#) », *À bâbord!*, vol. 50 (été 2013).

connaissances des personnes directement concernées par les enjeux sociaux. Ce fonds était une preuve, renouvelée année après année, que les rencontres entre savoirs universitaires et citoyens sont au bénéfice de toute la société.

DOMAINE FEMMES ET RAPPORTS DE SEXE

L'année s'étant terminée le 30 avril 2022 est marquée par une activité intense, tant sur le plan de la recherche, de la formation, du transfert que de la consultation/expertise. Trois rencontres régulières du Comité-conjoint du Protocole ont été tenues (20 octobre 2021, 14 janvier 2022, 8 avril 2022). Huit membres en font partie, représentant le SAC, Relais-femmes et l'Institut de recherches et d'études féministes (voir p.26). Le présent rapport vise à offrir un portrait succinct des activités de l'année, à en dégager des faits saillants et des perspectives, en regard de la progression des connaissances issues du croisement des savoirs des groupes et des universitaires féministes.

Quelques chiffres

31 projets et activités d'ampleur différente (deux ont impliqué d'autres domaines du SAC; s'ajoutent également les représentations) figurent au bilan, dont six étaient à une étape de développement au 30 avril 2022. On compte 25 projets de recherche, un projet de formation/accompagnement, trois activités de diffusion/transfert des connaissances et deux consultations/expertises. Y ont participé 51 personnes professeures, chargées de cours et chercheuses, 77 représentantes issues de 50 groupes et 48 étudiant-es (plusieurs en études féministes). De l'UQAM, on compte **45 professeur-es ou chargées de cours**, 5 professionnel-les (excluant les agentes SAC) et **40 étudiant-es**. Quelques professeur-es sont impliqués dans plus d'un projet et la majorité d'entre elles sont membres de l'IREF.

En 2021-2022, le financement global des projets s'est élevé à **202 094\$²** (31 603 \$ à l'interne et 170 491 \$ à l'externe). Le secteur recherche compte des subventions à hauteur de 165 787 \$, auquel s'ajoutent 45h de dégrèvement ; celui de la formation diffusion/transfert s'élève à 35 580 \$ et celui de la formation à 725 \$.

Des faits saillants

La recherche partenariale en contexte féministe : un essor qui se poursuit

La thématique de la recherche partenariale et collaborative est manifeste dans les préoccupations et sollicitations associées au domaine Femmes du SAC. Outre les désormais traditionnelles présentations dans des groupes-cours abordant des enjeux liés aux études féministes (trois, cette année), contribuant à la formation d'une relève étudiante sensibilisée à la recherche partenariale, on compte aussi la participation d'une agente à l'équipe **GESTE (Genre, Équité, Santé, Travail, Environnement)**. Celle-ci s'affaire à développer des outils destinés à intégrer le sexe/genre dans des recherches-interventions en matière de santé au travail et environnementale. La programmation triennale et mobilisatrice du Chantier sur la recherche partenariale et la coconstruction des connaissances du Réseau québécois en études féministes (RéQEF), coordonné par Lyne Kurtzman (d'abord comme agente SAC, puis comme professeure associée à l'IREF depuis janvier 2022), Julie Raby (Relais-Femmes) et Eve-Marie Lampron (SAC) se poursuit. En 2021-2022, le Chantier a notamment tenu un Forum sur la co-analyse des données de recherche par les groupes et universitaires (28 avril 2022). À cette occasion ont été lancés une [capsule](#) et un aide-mémoire (français, anglais) sur l'éthique en matière de recherche féministe partenariale ou participative. Les agentes ont également livré une communication – ensuite soumise pour publication – au colloque [Francine Descarries](#), afin d'y célébrer les accomplissements de cette pionnière en matière de recherche partenariale féministe. Finalement, l'agente responsable du Protocole est très active au Pôle violence du RéQEF – coordonné par Catherine Flynn (UQAC) et

² Ce montant n'inclut pas la valeur des dégrèvements obtenus et les contributions reliées au budget de la direction du SAC.

l'étudiante Marie-Laurence Raby –, ce qui s'est matérialisé en 2021-2022 par deux présentations sur la recherche partenariale en matière de violences subies par les femmes et par son soutien actif à la production d'une recension des écrits sur la question.

Visibilité médiatique exceptionnelle

Pour une deuxième année consécutive, les efforts systématiques des groupes, chercheuses et agentes pour assurer une diffusion des résultats de leurs travaux dans l'espace public ont porté fruit. Près d'une cinquantaine d'articles médiatiques, reportages écrits ou parlés, ont permis d'illustrer la portée des projets, leur pertinence sociale et les avancées qu'ils favorisent. Ces avancées se traduisent sous différentes formes, notamment en matière de [justice pour les femmes marginalisées victimes de violence](#), de [harcèlement de rue](#), des [femmes devant ou derrière l'écran](#), ou de l'adoption de [mesures législatives en matière de violence conjugale au travail](#), parmi tant d'autres exemples. Soulignons une diversification des outils de diffusion dans le cadre des projets en 2021-2022, le numérique et ses déclinaisons (webinaires, capsules vidéo en production dans quatre projets, etc.) permettant de rejoindre de nouveaux publics et de communiquer efficacement des idées.

Une année marquée par le développement

10 nouveaux projets ont été démarrés ou développés cette année. Certains sont de grande envergure : ***Les inégalités femmes-hommes comme obstacle au développement inclusif par le genre***, s'inscrivant dans l'Observatoire francophone sur le développement inclusif par le genre (OFDIG) duquel le SAC et l'IREF sont partenaires, ou encore ***S'attaquer aux inégalités reproductives***, projet multipartenarial intersectionnel soumis à la nouvelle initiative Race, Genre, Diversité du CRSH. D'autres sont autofinancés par les groupes demandeurs : on pense notamment au tout nouvel organisme d'accueil et d'hébergement Un toit pour Elles, fondé en 2018, qui a requis la collaboration du SAC et de la professeure Sophie Gilbert afin de mener une étude sur les ***Besoins des femmes racisées ayant un vécu en lien avec l'industrie du sexe***.

Une portée sociale et politique indéniable

L'année 2021-2022 est aussi marquée par de nombreuses retombées dans la sphère sociopolitique. Elles s'observent en particulier dans le champ des violences faites aux femmes, à l'heure où la vague de féminicides se poursuit et où, pour rappel, trois recherches du Protocole ont été citées – et plusieurs de leurs recommandations prises en compte – dans le rapport du [Comité d'experts sur l'accompagnement des personnes victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale](#), dont 60% des recommandations étaient en chantier en janvier 2022. Des équipes ont obtenu des gains immédiats associés à leurs revendications : on pense notamment à l'inclusion en septembre 2021 dans la *nouvelle Loi sur la Santé et Sécurité au travail* d'une disposition sur [l'obligation de l'employeur en matière de violence conjugale](#). Cet ajout de taille est le fruit d'un travail acharné par l'équipe impliquant la professeure Rachel Cox et trois groupes de femmes de la Côte-Nord. L'équipe poursuit ses travaux pour assurer que les promesses gouvernementales soient respectées et pour mettre en valeur leurs résultats, qui permettront d'éclairer l'action des employeurs et syndicats.

De plus, les livrables du projet [Justice pour les femmes marginalisées victimes de violence](#) ont été transmis aux autorités responsables et sont susceptibles d'éclairer l'action du projet pilote du tribunal spécialisé en matière de violence sexuelle et conjugale, afin que les réalités des femmes dans toutes leurs pluralités et marginalités soient prises en compte. Quant aux résultats de ***l'Enquête sur le harcèlement de rue à Montréal*** – impliquant le Centre d'éducation et d'action des femmes (CÉAF), quatre chercheuses professeures et étudiantes, ils sont attendus dès septembre 2022.

Le projet a été financé par la Ville de Montréal et le Secrétariat à la condition féminine (SCF) afin d'éclairer leurs actions futures. Le lancement aura lieu devant des décideur-es de divers milieux (politique municipale et fédérale, groupes de femmes, recherche, etc.). Certaines données sont d'ores et déjà intégrées dans la *Stratégie gouvernementale pour prévenir et contrer les violences sexuelles 2021-2026*, qui devrait paraître sous peu. Dans la foulée d'une recherche-formation-accompagnement impliquant la Maison Marie-Marguerite, officiellement fondée en décembre 2021 et premier organisme lavallois spécifiquement dédié aux femmes en difficulté, d'autres retombées sont à prévoir

Finalement, à l'aube des élections provinciales, plusieurs groupes mobilisent les résultats de recherches partenariales afin de se faire entendre. On pense notamment à l'Institut de coopération pour l'éducation des adultes (ICÉA), qui suite aux recommandations du rapport [*Besoins des mères-étudiantes et stratégies institutionnelles en matière d'articulation études-famille-emploi*](#), a produit et largement diffusé une déclaration politique, tout en menant des représentations auprès de différents ministères, syndicats, organisations patronales et partis politiques afin que cette importante considération soit mise à l'agenda gouvernemental.

Des thématiques récurrentes

Les violences faites aux femmes dans différents contextes

Depuis près d'une décennie – situation porteuse de synergies entre projets et de développements ultérieurs –, l'enjeu large des violences subies par les femmes occupe une place majeure dans les activités du Protocole. Les retombées de ces projets interdisciplinaires et leur importante visibilité ont été illustrées plus haut, qu'il s'agisse de la violence conjugale, sexuelle, de l'exploitation sexuelle, que ces violences se déploient dans les espaces publics (harcèlement de rue) ou privés. Dans plusieurs cas, les dimensions de violence vécues par les femmes sont imbriquées à d'autres problématiques concomitantes, qu'il s'agisse des impacts de ces violences sur leur [*autonomisation socioprofessionnelle*](#), d'un nouveau projet abordant l'impact de leur situation de monoparentalité sur leur développement de carrière, ou de l'entrecroisement des marginalisations dans la quasi-totalité des activités touchant cet axe. Deux recherches associées au Protocole portant sur les violences ont d'ailleurs été retenues aux fins de la seconde édition du Parcours impact à l'UQAM, mettant en valeur des projets à fort impact sur la société québécoise.

Santé des femmes

5 projets (3 en cours, 2 en développement) se structurent autour de cet axe en 2021-2022 : la thématique a donc pris une ampleur rapide et considérable dans les activités du Protocole. Elle est abordée tant sous l'angle de la santé physique et mentale, que sexuelle et reproductive. Ces travaux ont des portées diverses, qu'elles soient régionale (***État de situation de la santé des femmes en Montérégie***) ou ciblent les barrières d'accès vécues par certains groupes : on pense notamment aux personnes en situation de handicap, membres de la communauté LGBTQ ou non couvertes par la RAMQ dans le cas du projet ***S'attaquer aux injustices reproductives***, aux femmes immigrantes (***Femmes immigrantes et santé reproductive : trajectoires et expériences vécues***) ou aux enjeux systémiques auxquels font face les femmes noires (***Santé sexuelle et reproductive des femmes noires : leurs expériences dans le système de santé québécois***, ***La racialisation d'une maladie : femmes noires et cancer du sein au Québec***).

Travail, sécurité et conditions socio-économiques des femmes

Divers projets contribuent au renforcement des conditions socio-économiques des femmes, thématique transversale à de nombreux travaux (ex : sur les violences faites aux femmes). D'autres portent spécifiquement sur l'articulation

formation-famille-emploi ou le développement inclusif par le genre dans les systèmes éducatifs et économiques. Un nouveau projet s'intéresse aux **Parcours et projets des femmes en métiers non traditionnels** dans le domaine de STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques), qui fait l'objet de préoccupations chez le groupe Femmes regroupées en options non traditionnelles (FRONT) tout comme dans les milieux [éducatifs](#) et [gouvernementaux](#).

L'imbrication des oppressions : une préoccupation transversale et structurante

Alors que l'hétérogénéité des situations des femmes et de leurs expériences, à l'intersection du sexisme et d'autres systèmes d'oppression (racisme, colonialisme, classisme, homophobie, transphobie, capacitisme, âgisme) semble, à juste titre, de plus en plus visible et documentée, l'année est tant marquée par une intégration des analyses ADS+ dans la quasi-totalité des nouvelles recherches touchant les femmes (**État des lieux de la santé des femmes en Montérégie**, **Enquête sur le harcèlement de rue à Montréal**, entre autres) que par le développement de nouveaux projets sur, par, pour et avec des femmes à la croisée des oppressions (dans l'axe Santé des femmes, notamment). Finalement, les projets **Les pratiques et interventions intersectionnelles : carte et territoires**, **L'intervention féministe intersectionnelle au Centre des femmes de Laval (CFL): quelles pratiques de groupe et d'action collective pour favoriser la solidarité et contrer la détention des femmes ?** et **La transformation des approches féministes face à la nécessité intersectionnelle** explorent spécifiquement l'intégration des analyses et pratiques intersectionnelles. De manière plus générale, nous constatons que les nouveaux projets sont proposés par des équipes de plus en plus hétérogènes. Qu'il s'agisse des personnes professeures, étudiantes ou représentantes des groupes, celles-ci ont des expertises particulières à partager et leur apport plein et entier aux travaux mérite d'être reconnu à sa juste valeur. L'imbrication des oppressions s'inscrit ainsi comme préoccupation transversale, orientation à poursuivre et à renforcer.

Représentations des femmes sur les scènes politique et culturelle

La question des représentations des femmes touche d'abord le domaine des médias. La journée de mobilisation des connaissances [Genre, politique et médias : des expériences vécues aux pistes de solution](#) (septembre 2021) s'inscrivait à l'aube des élections municipales – où des nombres records de candidates et d'élues ont été enregistrés – et visait justement à soutenir les femmes souhaitant s'y lancer. Quant à lui, le milieu du cinéma de fiction a fait l'objet de la percutante étude [Vers des représentations équilibrées devant et derrière la caméra : le cinéma québécois 2013-2020](#), laquelle a obtenu une visibilité significative.

La COVID comme objet de recherche : de l'usage des technologies numériques aux impacts sur les femmes en difficulté

Après plus de deux ans de pandémie, il n'est pas étonnant que la crise COVID et ses impacts aient non seulement nécessité des adaptations par les équipes de recherche, mais qu'elle influence aussi les thématiques abordées. Tant des projets spécifiques (par exemple, **Besoins des femmes racisées ayant un vécu en lien avec l'industrie du sexe : de la sécurité résidentielle à l'impact de la pandémie de COVID-19**) que ceux incluant cette dimension de façon transversale (**Pratiques de l'intervention en action collective à l'ère numérique**) sont identifiés. Mentionnons enfin les dimensions sur la situation pandémique intégrées dans plusieurs travaux démarrés avant mars 2020.

Un écosystème stable, des actrices renouvelées : Relais-femmes, l'IREF, le Comité-conjoint du Protocole, le RÉQEF et l'OFDIG

Une forte majorité des professeur·es et d'étudiant·es impliquées dans les activités du Protocole sont membres de l'IREF. Bon nombre font aussi partie du RÉQEF, synergie porteuse de collaborations et soutiens de divers ordres. Les collaborations avec Relais-femmes ont également été riches en 2021-2022 (participation à la [balado](#) sur le rôle de liaison, [guide sur la recherche partenariale féministe](#), communication conjointe prévue à l'ACFAS 2022, soutien à l'équipe du projet *Mobilisation de chercheuses racisées à la relance féministe*, etc.). Un important renouvellement des membres du Comité-conjoint s'est orchestré cette année et elles se caractérisent déjà par leur dynamisme, particulièrement à deux niveaux : 1) le souci d'arrimage plus étroit entre l'IREF et le SAC (diverses actions entreprises en matière de formation et de recherche, qui se matérialiseront vraisemblablement en 2022-2023 grâce au soutien exceptionnel de l'IREF); 2) l'organisation d'une célébration du 40^e anniversaire du Protocole UQAM/Relais-femmes (1982-2022), qui prendra la forme d'une exposition à l'Écomusée du fier monde et d'une publication collective dans les Cahiers de l'IREF. Un projet d'une telle envergure n'aurait pu s'orchestrer sans une collaboration soutenue entre membres du Comité-conjoint. L'Antenne-UQAM du RÉQEF offre également un soutien indispensable à cet événement, de concert avec l'IREF, le SAC, Relais-femmes, le SCF, la CSQ, la FTQ et la FNEEQ-CSN. L'événement sera aussi l'occasion de souligner le riche parcours de Lyne Kurtzman, retraitée du SAC depuis le 1^{er} janvier 2022. Bref, le vernissage du 29 septembre se veut un lieu rassembleur pour célébrer les réussites, identifier des angles morts et préparer l'avenir, le tout avec un Comité-conjoint pérenne, mobilisé et proactif.

Conclusion et perspectives

Outre la poursuite des projets sur la santé (élément renforcé au Comité-conjoint du Protocole par l'expertise d'Ama Maria Anney sur la question), 3 projets (dont 2 en développement) pourraient toucher le champ des sciences (***Parcours et projets des femmes en STIM, Femmes noires et cancer du sein et Violence conjugale et traumatisme crânio-cérébral***). L'année 2022-2023 marquera la fin de la transition effective vers les activités futures du Protocole : quantité de projets trouveront leur conclusion et quatre lancements sont prévus dès l'automne 2022. Cette situation laissera vraisemblablement un espace pour le développement de quelques nouveaux projets en 2023, en priorisant l'accueil des besoins de groupes de femmes marginalisées plus éloignés des activités du Protocole. Or, l'accompagnement des nombreux projets en cours mobilise d'ores et déjà l'agente responsable, maintenant seule à la coordination des activités. Une baisse de volume est donc à anticiper, à moins que nous soyons en mesure de consolider une 2^e ressource à même de soutenir le développement et l'accompagnement des besoins des groupes de femmes, besoins plus que jamais criants et imbriqués.

DOMAINE SYNDICAL

En 2021-2022, dans le cadre du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ, **16** projets ont été accompagnés, incluant 14 projets de recherche, un projet de formation et un projet de diffusion/transfert des connaissances. Parmi l'ensemble de ces activités, on compte quatre projets impliquant au moins deux des trois centrales syndicales (CSN, CSQ, FTQ), 11 projets auxquels ont participé l'une ou l'autre des trois centrales et deux projets impliquant des organismes communautaires ou de femmes s'intéressant à des enjeux du monde du travail.

Ces projets ont mobilisé **15 organisations partenaires** (syndicats et groupes), **23 professeur-es** (dont huit nouvelles collaborations avec le SAC) et **16 étudiant-es** issu-es de cinq des sept facultés/École de l'UQAM.

Au niveau financier, les apports de fonds aux projets du domaine syndical se sont élevés à **225 252 \$** dont 1 100 \$ en fonds internes (UQAM) et 224 152 \$ en fonds externes (organismes subventionnaires et partenaires syndicaux). À ce soutien financier, s'ajoute l'octroi de 105 heures de dégrèvement d'enseignement qui a permis de soutenir l'engagement de professeur-es dans la réalisation d'activités de formation en partenariat avec des syndicats.

L'année 2021-2022 a été fortement marquée par le démarrage et le développement de nouveaux projets porteurs. À la demande d'organisations syndicales, sept nouveaux projets ont vu le jour en cours d'année dont deux associés au travail en milieu de garde. Les faits saillants de différents projets en cours sont ici présentés.

Thématiques des projets accompagnés au domaine syndical

Conditions de travail et main d'œuvre

La fidélisation et l'attraction des nouvelles recrues en petite enfance – Le secteur est confronté à un manque criant d'intervenantes en petite enfance. Pour mieux comprendre et répondre à cette préoccupation, ce projet s'intéresse à l'attraction et à la fidélisation des nouvelles recrues de ce secteur. La première phase de cette étude réalisée en partenariat avec la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec (FIEPQ-CSQ) et la professeure Kathleen Bentein (UQAM) a permis d'explorer de manière qualitative le pouvoir d'attraction de la profession ainsi que l'expérience de travail des nouvelles recrues lors des premiers mois suivants l'embauche.

Le travail d'enseignement collégial et universitaire transformé par la pandémie : quelles ressources, quels besoins? – La crise sanitaire de la COVID-19 a amené des transformations dans la tâche professorale. Un projet, porté par la Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), la Fédération des professionnelles (FP-CSN) ainsi que les professeures Mélanie Trottier et Mélanie Lefrançois (UQAM) s'intéresse à cet enjeu. En 2022, l'équipe obtient un financement CRSH Engagement partenarial et développe la première phase de l'étude pour documenter l'impact de l'enseignement en mode non présentiel sur le personnel enseignant des cégeps et des universités. L'étude se penche notamment sur les dimensions qui concernent le niveau de charge et de surcharge de travail ainsi que les conséquences sur la santé et sur les autres volets de la tâche (recherche, administration pédagogique, services à la collectivité), de même que sur la carrière et sur la vie personnelle.

Droit, justice et équité

Harcèlement psychologique et sexuel chez les travailleur-euses artistes et artisan-es, dans le secteur de la culture et des communications – Ce projet initié à la demande de la Fédération nationale des communications et de la culture (FNCC-CSN), porte sur le harcèlement psychologique et sexuel chez les travailleur-euses artistes et artisan-es dans le secteur de la culture et des communications. Intégrant une dimension sociale et juridique, avec l'implication des

professeures Myriam Dubé et Rachel Chagnon, cette étude vise à obtenir un portrait des problématiques rencontrées par ces travailleur·euse.s dans la dénonciation (et aussi en amont) de situations de harcèlement psychologique et sexuel. Ayant obtenu un financement PAFARC en 2022, l'équipe partenariale du projet souhaite identifier des pistes d'action et de revendication, notamment au niveau législatif, afin de faciliter les parcours de dénonciation de ces situations.

La participation active et la prise de parole des femmes dans les instances syndicales – Ce projet vise à dresser un portrait de la participation et de la prise de parole des femmes aux instances syndicales, en tenant compte de la croisée des oppressions. Ce dernier est le fruit d'un partenariat entre la CSN, la CSQ et la professeure Nancy Aumais. Une retombée souhaitée est d'identifier et de développer des pratiques porteuses dans le contexte syndical québécois pour répondre aux besoins des femmes et soutenir une participation active.

Équité, diversité et inclusion en milieu de travail - Amorcé en 2021-2022, ce projet a pour objectif de permettre au comité paritaire de la main-d'œuvre (CPMO) de la CSN de repenser la diversité dans l'élaboration de leurs pratiques de dotation en vue de l'attraction et de la rétention de salariés. Les partenaires du projet; la CSN, le Syndicat des travailleuses et travailleurs de la CSN (STTCSN) et la professeure Blandine Emilien, souhaitent également bâtir un bassin de données et d'outils pour favoriser le respect de la diversité dans les pratiques de gestion des ressources humaines (GRH) à moyen et long terme.

Santé psychologique

Évaluation de l'ampleur du phénomène du cyberharcèlement dans le milieu de l'information : types, impacts et actions entreprises – Une recherche, menée en partenariat par la FNCC-CSN et le professeur Stéphane Villeneuve, s'intéresse notamment aux conséquences psychologiques du cyberharcèlement dans le milieu de l'information. Les travailleur·euses de l'information, notamment ceux et celles intervenant dans la sphère publique, sont de plus en plus confronté·es à toutes sortes d'attaques. Dans l'optique de proposer des actions pour diminuer l'incidence de cette forme de violence, cette étude a fait paraître un [rapport de recherche](#) sur la question, en 2022. Des outils visant à sensibiliser les travailleur·euses du secteur de la culture et des médias et la relève en journalisme seront lancés au courant de l'année 2022-2023.

Formation en milieu syndical

Mobiliser dans et par le travail : atelier de codéveloppement

Depuis 2021-2022, l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC-Québec) travaille de pair avec les professeur·es Martin Chadoin, Blandine Emilien et Élise Ledoux à bâtir un atelier de co-développement avec les travailleur·euses du milieu syndical des structures locales (sections) ou nationales. Cette formation où les participant·es co-construisent avec les formateur·trices les connaissances discutées a pour objectif de permettre aux travailleur·euses syndicaux·ales de développer des connaissances et des compétences sur les questions du travail réel, de l'analyse ergonomique du travail et de la santé au travail. Cinq modules de formation prendront forme au cours de l'année à 2022-2023.

Histoire

Le Conseil régional FTQ Montréal métropolitain : 135 ans d'histoire – Un projet de recherche porté par le Conseil régional FTQ Montréal métropolitain (CRFTQMM) et Martin Petitclerc (UQAM) vise à documenter l'histoire du CRFTQMM, à l'occasion de son 135^e anniversaire. Le rapport de ce projet sera lancé en septembre 2022.

Bourse CSN-CSQ-FTQ du Fonds du Service aux collectivités

Depuis une quinzaine d'années, une fois par an, le SAC offre une bourse d'études CSN-CSQ-FTQ du Fonds du Service aux collectivités. Octroyée grâce à la contribution des partenaires syndicaux du Protocole, cette bourse de 1 500 \$ est destinée aux personnes étudiantes des cycles supérieurs de l'UQAM. Elle vise à reconnaître et soutenir l'excellence et l'engagement d'un-e étudiant-e dans le cadre de son projet de maîtrise ou de doctorat dans le domaine du travail ou syndical.

À l'occasion du concours de l'hiver 2022, cette bourse a été remise à Célia Favre, étudiante à la maîtrise en droit du travail. Le projet de la lauréate pose un regard sur le parcours des travailleuses harcelées de manière sexiste ou sexuelle lors du processus de traitement de leur réclamation pour lésion professionnelle (direction : Rachel Cox, professeure au Département des sciences juridiques).

Perspectives

Au domaine syndical du SAC, l'année à venir se dessine sous le signe de la poursuite du déploiement de nombreux projets partenariaux, tous forts d'une complémentarité constructive d'expertises syndicales et professorales. Tout porte à croire que l'année 2022-2023 sera sous le signe de la continuation et de l'achèvement de projets porteurs d'une large diversité d'enjeux. Elle sera également caractérisée par la mise en œuvre et la poursuite de plusieurs projets intersyndicaux et/ou interdisciplinaires. C'est notamment le cas du Comité télétravail du Comité conjoint du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ qui compte sur la participation de la CSN, de la CSQ et de la FTQ et sur l'apport des sciences juridiques et de la psychologie, grâce à la présence des professeur-es Stéphanie Bernstein et Yanick Provost-Savard.

Des mouvements de personnel s'amorcent dès le début de l'année 2022-2023 puisque Marie Eve Rioux-Pelletier, l'agente attachée à temps plein à la coordination du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ quitte pour un congé parental. Marianne Théberge-Guyon, une nouvelle agente au SAC, prend sa relève pour l'année à venir. Enfin, 2022-2023 donnera lieu au renouvellement de ce Protocole, dont l'actuelle version a été signée en 2017 par chaque centrale syndicale et l'UQAM.

REMERCIEMENTS

L'équipe du Service aux collectivités de l'UQAM tient à remercier tout particulièrement :

Les membres du Comité des services aux collectivités, présents et passés, pour leur engagement, leur soutien indéfectible à la mission du Service et leur précieuse collaboration en tant que membres du jury pour les demandes de projets en formation et en recherche ;

Les personnes siégeant au Protocole UQAM/Relais-femmes, au Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ et au Comité consultatif du volet étudiant pour leur dynamisme, leur rigueur, leur engagement et leur générosité ;

Les nombreuses personnes professeures qui s'engagent généreusement, tant en formation, en recherche, en expertise qu'en diffusion, dans une démarche partenariale avec les groupes ciblés par la *Politique des services aux collectivités de l'UQAM* ;

Les personnes chargées de cours qui ont accepté de répondre aux demandes de formation et de recherche des groupes ciblés par la Politique ;

Les groupes qui se sont investis dans ce type de projets ;

Les personnes étudiantes qui y ont contribué généreusement.

COMITÉ DES SERVICES AUX COLLECTIVITÉS 2021-2022

Le modèle de gouvernance adopté au Service aux collectivités imprègne le fonctionnement des différents mécanismes institutionnels et concrétise son engagement face aux groupes du milieu. Le Comité des services aux collectivités (CSAC), qui relève directement de la Commission des études de l'UQAM, sert de modèle de référence à cet effet. Il est formé d'un nombre égal de représentant.e.s des groupes du milieu (8) et de l'Université (7 membres du corps professoral issus des 7 facultés et un membre du Service aux collectivités). Cette structure paritaire permet un véritable partenariat entre l'Université et le milieu et constitue un lieu privilégié d'échanges sur les enjeux de la société.

Ce Comité est essentiel aux activités du SAC, non seulement par l'évaluation des projets et l'octroi de ressources (PAFARC et dégrèvements), mais aussi par ses recommandations à la Commission des études (CE) de l'université à propos des axes de développement et des priorités annuelles en matière de services aux collectivités.

Une gouvernance paritaire favorisant une démocratisation du savoir et de nouveaux modes d'appropriation des ressources de l'Université.

En 2021-2022, le CSAC s'est réuni à 4 reprises a été appelé à évaluer 27 projets de recherche, de formation ou de transfert. Le tableau de la page suivante présente les membres du CSAC pour l'année 2021-2022. L'équipe remercie aussi chaleureusement les membres sortant.es en mai 2022, soient Lise Côté, Rachel Cox, Caroline Forget-Galipeau, France Levert, Mark Poddubiuk, Diane Poitras et Adina Ungureanu pour leur implication au Comité.

Membres du Comité des services aux collectivités 2021-2022

Cécile Bardon

Faculté des sciences humaines, UQAM

Geneviève Chicoine

Service aux collectivités, UQAM

Ophélie Couspevre

Table nationale des corporations de développement communautaire (TNCDC)

Lise Côté

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)

Rachel Cox

Faculté de science politique et de droit, UQAM

Caroline Forget-Galipeau

Regroupement des maisons des jeunes du Québec (RMJQ)

Sandrine Iceta

Maison Flora Tristan

France Levert

Réseau des femmes en environnement

Marcel Simoneau

Service aux collectivités, UQAM

Marie-Jean Meurs

Faculté des sciences, UQAM

Olga Navarro-Flores

École des sciences de la gestion, UQAM

Anne Pelletier

DéPhy Montréal

Diane Poitras

École des médias, Faculté de communication, UQAM

Mark Poddubiuk

Faculté des arts, UQAM

Julie Poissant

Faculté des sciences de l'éducation, UQAM

Julie Raby

Relais-femmes

Adina Ungureanu

Alliance des communautés culturelles pour l'égalité dans la santé et les services sociaux (ACCESSS)

COMITÉ CONJOINT DU PROTOCOLE UQAM/CSN/CSQ/FTQ

Depuis plus de 40 ans, le SAC coordonne des projets de recherche et de formation liés au monde du travail et répondant aux besoins des travailleuses et des travailleurs. Ces activités s'inscrivent dans le cadre d'un protocole unique en son genre qui unit l'UQAM à la Confédération des syndicats nationaux (CSN), à la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) depuis 1976 et à la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) depuis 1990.

Ce partenariat est géré par un Comité conjoint où siègent, de façon paritaire, des membres du corps professoral de l'UQAM et des personnes représentantes de chacune des centrales syndicales, auxquels s'ajoutent l'agente de développement responsable du dossier et la direction du SAC. En plus d'assurer un suivi aux projets en cours, ce comité offre un espace privilégié pour échanger et se concerter sur les orientations quant au développement de projets fédérateurs et novateurs, en s'appuyant sur les besoins actuels et à venir des partenaires syndicaux ainsi que les expertises en recherche disponibles à l'UQAM. Le comité conjoint du Protocole s'est réuni à cinq reprises pendant la période couverte par le rapport.

Membres du Comité conjoint du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ 2021-2022

Serge Beaulieu Service de l'éducation, FTQ	Jonathan Fournier <i>*depuis mars 2022</i> Service de la formation, CSN
Stéphanie Bernstein Faculté de science politique et de droit, UQAM	Mélanie Lefrançois École des sciences de la gestion, UQAM
Yves Chochard Faculté des sciences de l'éducation, UQAM	Sophie Meunier Faculté des sciences humaines, UQAM
Lise Côté Service de la recherche, FTQ	Éric Pineault <i>*depuis mai 2021</i> Faculté des sciences humaines, UQAM
Sylvain Côté <i>*jusqu'en mars 2022</i> Service des ressources humaines et de formation, CSN	Marie Eve Rioux-Pelletier Service aux collectivités, UQAM
Gabriel Danis Centrale des syndicats du Québec, CSQ	Marcel Simoneau Service aux collectivités, UQAM
Julie Dubé <i>*jusqu'en mars 2022</i> Service de l'action terrain, CSQ	Anne Thibault-Bellerose Service recherche et condition féminine, CSN
Océane Ferland-Schwartz <i>*depuis mars 2022</i> Service de l'action terrain, CSQ	

Nous tenons à remercier, pour leur implication, les membres qui ont quitté le comité en 2020-2021 : Sylvain Côté et Julie Dubé

COMITÉ CONJOINT DU PROTOCOLE UQAM/RELAIS-FEMMES

Depuis plus de 40 ans, le SAC coordonne des projets liés aux rapports sociaux de sexe, de genre et aux conditions des femmes dans toutes leurs diversités. Ces activités s'inscrivent dans le cadre d'une entente, le Protocole UQAM/Relais-femmes, unissant depuis 1982 l'UQAM à Relais-femmes, organisme de liaison et de transfert des connaissances qui fédère environ 200 organisations de femmes à travers le Québec.

Le Protocole développe, en réponse aux besoins des groupes, des recherches-actions, des formations et des activités de transfert des connaissances orientées vers la résolution de situations d'injustice et d'inégalités fondées sur le sexe, le genre, la race, l'orientation sexuelle, ou autres situations d'oppression.

Ce partenariat est géré par un Comité conjoint où siègent, de façon paritaire, trois représentant-es de l'UQAM (direction du SAC et deux membres de l'Institut de recherches et d'études féministes) et trois représentantes de Relais-femmes (une représentante de Relais-femmes et deux groupes membres) auxquelles s'ajoute l'agente de développement responsable du Protocole. En plus d'assurer un suivi aux projets, ce comité constitue un espace de concertation sur les orientations et la coconstruction de projets novateurs entre groupes de femmes et chercheur-es féministes de l'UQAM. En 2021-2022, trois rencontres régulières du Comité conjoint du Protocole se sont tenues.

Membres du Comité conjoint du Protocole UQAM/Relais-femmes 2021-2022

Ama Maria Anney <i>*depuis janvier 2022</i> Action Cancer du sein du Québec	Eve-Marie Lampron Service aux collectivités, UQAM
Mylène Bigaouette Fédération des maisons d'hébergement pour femmes	Julie Raby Relais-femmes
Sophie Gilbert Département de psychologie, Faculté des sciences humaines, IREF, UQAM	Marcel Simoneau Service aux collectivités, UQAM
Lyne Kurtzman <i>*jusqu'en décembre 2021</i> Service aux collectivités, UQAM	Thérèse St-Gelais Directrice de l'IREF, UQAM

COMITÉ CONSULTATIF DU VOLET ÉTUDIANT

La création du Comité consultatif du volet étudiant a ainsi été adoptée par le CSAC le 26 avril 2021. Composé de deux représentant-es de groupes sociaux, d'un-e professeur-e, d'un-e étudiant-e ayant participé à des projets partenariaux et de l'agent-e du SAC responsable du volet, il alimente une réflexion stratégique autour d'enjeux relatifs à l'apprentissage expérientiel en milieu communautaire, à la reconnaissance académique de l'engagement étudiant et aux collaborations égalitaires milieux-université. Le comité s'est rencontré pour une première fois en juin 2021.

Membres du Comité consultatif du volet étudiant 2021-2022

Christine Champagne

Service aux collectivités, UQAM

Caroline Forget Galipeau

Regroupement des Maisons des jeunes du Québec

Sandrine Iceta

Maison Flora Tristan

Valérie Michaud

École des sciences de la gestion, UQAM

Marianne Théberge-Guyon

Doctorat en communication, UQAM

PARTENAIRES DES PROJETS ACCOMPAGNÉS AU SAC

Entre le 1^{er} mai 2021 et le 30 avril 2022

GROUPES

7 à Nous/B7

Action Cancer du sein du Québec - ACSQ

Agence universitaire de la francophonie - AUF

Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC-Québec)

Alliance des maisons d'hébergement de 2e étape pour femmes et enfants victimes de violence conjugale

Alliance pour l'engagement de la jeunesse

Alter-Héros

Association multiethnique pour l'intégration des personnes handicapées - AMPEIH

Association professionnelle des animatrices et animateurs de vie spirituelle et d'engagement communautaire - APAVECO

Association québécoise des organismes de coopération internationale - AQOCI

Association québécoise des personnes de petite taille - AQPPT

CALACS de l'Ouest-de-l'Île

CALACS francophone d'Ottawa

CALACS L'Élan

CALACS La Chrysalide

Carrefour Familial Hochelaga

Centrale des syndicats du Québec - CSQ

Centre d'agression sexuelle du Sud-Est de Moncton

Centre d'aide aux victimes d'actes criminels - CAVAC

Côte-Nord

Centre d'éducation et d'action des femmes - CÉAF

Centre de formation populaire - CFP

Centre de santé des femmes de Montréal

Centre de transfert pour la réussite éducative au Québec - CTREQ

Centre des femmes de Laval

Centre Femmes aux 4 Vents

Centre justice et foi (centre d'analyse sociale)

Centre lasallien de St-Michel

CIBL 101,5

CISSS de la Montérégie-Centre - CISSS-MC

CIUSS de la Capitale-Nationale - CIUSS-CN

CIUSS de la Capitale-Nationale - CIUSS-CN

Clubs 4-H du Québec

Coalition des familles LGBT+ - CFLGBT+

Coalition montréalaise des Tables de Quartier - CMTQ

Collectif de défense des droits de la Montérégie

Comité Marie-Marguerite de la Table de concertation de

Laval en condition féminine - TCLCF

Comité pour les droits humains en Amérique latine -

CDHAL

Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière - CRÉDIL

Commission scolaire de Montréal - CSDM

Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle - CLES

Concertation Prévention jeunesse Longueuil - CPJL

Confédération des syndicats nationaux - CSN

Conseil québécois du loisir - CQL

Conseil québécois LGBTQ - CQLGBTQ

Conseil régional FTQ Montréal métropolitain - CRFTQMM

Diversité artistique Montréal - DAM

Eau Secours

Écomusée du fier monde

Établissements verts Brundtland de la centrale des syndicats du Québec - EVB-CSQ

Ex Aequo

Fédération de la santé du Québec - FSQ-CSQ

Fédération des communautés culturelles de l'Estrie (FCCE)

Fédération des employées et employés de services publics (FEESP-CSN)

Fédération des femmes du Québec - FFO

Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec - FIPEQ-CSQ

Fédération des maisons d'hébergement pour femmes - FMHF

Fédération des professionnelles - FP-CSN

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec - FTQ

Fédération Histoire Québec

Fédération nationale des communications et de la culture - FNCC-CSN

Fédération nationale des enseignants et enseignantes du Québec - FNEEQ-CSN

Fédération québécoise pour le planning des naissances - FQPN

Femmes autochtones du Québec - FAQ

Femmes regroupées en options non-traditionnelles - FRONT

Fondation Béati

Fondation Lucie et André Chagnon (FLAC)

Forum économique international des Noirs (FEIN)

Front commun pour la transition énergétique

Gang à Rambrou

Groupe d'aide et d'information sur le harcèlement sexuel au travail

Hoodstock

Institut de coopération pour l'éducation des adultes - ICÉA

Institut de développement durable des Premières Nations du Québec et du Labrador
 Jeunes Karibus
 Le Boulot vers...
 Le Sac à dos
 Ligue des droits et libertés - LDL
 Maison des femmes de Baie-Comeau
 Maison Flora-Tristan - MFT
 Maison Marie-Marguerite - MMM
 Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec - MÉPACQ
 Opéra de Montréal
 PROMIS
 Réalisatrices équitables - RÉ
 Regard en Elle
 Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale - RMFVVC
 Regroupement des organismes d'ÉPA de la Mauricie (ROÉPAM)
 Regroupement des Ressources Alternatives en Santé Mentale du Québec (RRASMOQ)
 Regroupement intersectoriel des organismes communautaires de Montréal - RIOCM
 Regroupement québécois de la danse
 Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel - RQCALACS
 Regroupement québécois des intervenant.es en action communautaire en CISSS et CIUSSS (RQIIAC)
 Relais-femmes
 Réseau communautaire en santé mentale (COSME)
 Réseau d'action des femmes handicapées Canada - DAWN
 Réseau des femmes en environnement - RQFE
 Réseau québécois de l'action communautaire autonome - RQ-ACA
 Réseau québécois des groupes écologistes - RQGE
 SCAMA
 Solidarité populaire Estrie (SPE)
 Solon (Celsius Montréal)
 Stella l'amie de Maimie
 Syndicat canadien de la fonction publique - SCLFP-FTQ
 Syndicat des employées et employés professionnels-les et de bureau (SEPB-FTQ)
 Syndicat des travailleuses et travailleurs de la CSN - STTCSN
 Table de concertation de Laval en condition féminine - TCLCF
 Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie - TCGFM
 Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes - TCRI
 Table de concertation du Faubourg Saint-Laurent - TCFSL
 Table des groupes populaires de la Côte-Nord
 Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles - TRPOCB
 Bilan 2021-2022 | Service aux collectivités de l'UQAM

Table nationale des Corporations de développement communautaire - TNDCDC
 Table ronde des OVEP de l'Estrie - TROVEPE
 Tables de concertation jeunesse Samuel-de-Champlain - TJSAM - et Saint-Hubert - TJSB
 Territoires innovants en économie sociale et solidaire - TIESS
 Théâtre des Petites Lanternes
 TROVEP Montérégie
 TROVEP Montréal
 Un toit pour Elles - utpELLES
 Union des producteurs agricoles – développement international - UPA DI
 Wapikoni Mobile

PROFESSEUR·ES ET CHARGÉ·ES DE COURS DE L'UQAM

ÉCOLE DES SCIENCES DE LA GESTION

AUDET, René (Professeur) - Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale
 AUMAIS, Nancy (Professeure) - Département de management
 BEN LETAÏFA, Soumaya (Professeure) - Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale
 BENTEIN, Kathleen (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines
 CAMUS, Annie (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines
 CHADOIN, Martin (Professeur) - Département d'organisation et ressources humaines
 EMILIEN, Stephanie Blandine (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines
 GENDRON, Denis (Professeur) - Département des sciences comptables
 LANGEVIN, Marie (Professeure) - Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale
 LEFÈVRE, Sylvain A. (Professeur) - Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale
 LEFRANÇOIS, Mélanie (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines
 LÉONARD, Maude (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines
 MARTIN, Dominic (Professeur) - Département d'organisation et ressources humaines
 MICHAUD, Valérie (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines
 NAVARRO-FLORES, Olga (Professeure) - Département de management
 OIRY, Ewan (Professeur) - Département d'organisation et ressources humaines
 PAPIRAKIS, Rachel (Professeure) - Département des sciences comptables

SPOONER, Marie-Pierre (Professeure) - Département d'analytique, opérations et technologies de l'information

SULTAN-TAÏEB, Hélène (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines

TELLO-ROZAS, Sonia (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines

TROTTIER, Mélanie (Professeure) - Département d'organisation et ressources humaines

FACULTE DES ARTS

BEAUDRY, Lucie (Professeure) - Département de danse
CUNHA OLIVEIRA, Ney Wendell (Professeur) - École supérieure de théâtre

LAMOUREUX, Ève (Professeure) - Département d'histoire de l'art

ST-GELAIS, Thérèse (Professeure) - Département histoire de l'art

FACULTE DE COMMUNICATION

BÉLANGER, Anouk (Professeure) - Département de communication sociale et publique

BOUCHARD, Caroline (Professeure) - Département de communication sociale et publique

BOURASSA-DANSEREAU, Catherine (Professeure) - Département de communication sociale et publique

LABERGE, Marie (Professeure associée) - Centre de recherche interdisciplinaire sur le bien-être, la santé, la société et l'environnement (CINBIOSE)

LAFRANCHISE, Nathalie (Professeure) - Département de communication sociale et publique

MILLETTE, Mélanie (Professeure) - Département de communication sociale et publique

MONTGOMERY, Catherine Gail (Professeure) - Département de communication sociale et publique

NORMANDIN, François (Chargé de cours) - École des médias

SAINT-CHARLES, Johanne (Professeure) - Département de communication sociale et publique

WEBB, Jena (Professeure associée) - Centre de recherche interdisciplinaire sur le bien-être, la santé, la société et l'environnement (CINBIOSE)

FACULTE DE SCIENCE POLITIQUE ET DE DROIT

BERNHEIM, Emmanuelle (Professeure associée) - Département des sciences juridiques

BERNIER, Dominique (Professeure) - Département des sciences juridiques

BERNSTEIN, Stéphanie (Professeure) - Département des sciences juridiques

CHAGNON, Rachel (Professeure) - Département des sciences juridiques

COX, Rachel (Professeure) - Département des sciences juridiques

CYR, Hugo (Professeur) - Département des sciences juridiques

FARGET, Doris (Professeure) - Département des sciences juridiques

GESUALDI-FECTEAU, Dalia (Professeure) - Département des sciences juridiques

LAQUERRE, Marie-Emmanuelle (Professeure) - Département de communication sociale et publique

LEMONDE, Lucie (feu) (Professeure) - Département des sciences juridiques

MANDÉ, Issiaka (Professeur) - Département de science politique

MAYER, Stéphanie (Chargée de cours) - Département de science politique et Institut de recherches et d'études féministes

PAGÉ, Geneviève (Professeure) - Département de science politique

PICARD, Isabelle (Chargée de cours) - Département de science politique

ROMANI, Vincent (Professeur) - Département de science politique

FACULTE DES SCIENCES

BACHAND-LAVALLÉE, Virginie (Chargée de cours) - Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM (ISE)

BLANCHET, Mariève (Professeure) - Département des sciences de l'activité physique

CHAUBET, Philippe (Professeur) - Département des sciences de l'activité physique

GAMBS, Sébastien (Professeur) - Département d'informatique

LEDOUX, Élise (Professeure) - Département des sciences de l'activité physique

MESSING, Karen (Professeure émérite) - Département des sciences biologiques

VENANT, Fabienne (Professeure) - Département de mathématiques

FACULTE DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION

AMIREAULT, Valérie (Professeure) - Département de didactique des langues

BIGRAS, Nathalie (Professeure) - Département de didactique

BRIÈRE, Laurence (Professeure) - Département de didactique

CORBIÈRE, Marc (Professeur) - Département d'éducation et pédagogie

COURCOT, Blandine (Chargée de cours) - Département d'éducation et formation spécialisées

COURNOYER, Louis (Professeur) - Département d'éducation et pédagogie

DAHL, Audrey (Professeure) - Département d'éducation et formation spécialisées

DANIAU, Stéphane (Professeur associé, Chargé de cours) - Département d'éducation et formation spécialisées
 HORVAIS, Jean (Professeur) - Département d'éducation et formation spécialisées
 LACHANCE, Lise (Professeure) - Département d'éducation et pédagogie
 LAFORTUNE, Gina (Professeure) - Département d'éducation et formation spécialisées
 LEPIRE, Chantal (Chargée de cours) - Département d'éducation et formation spécialisées, Département d'éducation et pédagogie
 MERCIER, Jean-Pierre (Professeur) - Département d'éducation et formation spécialisées
 ORELLANA, Isabel (Professeure) - Département de didactique
 THÉSÉE, Gina (Professeure) - Département de didactique

FACULTE DES SCIENCES HUMAINES

BEAUVAIS, Rebecca (Chargée de cours) - Institut de recherches et d'études féministes (IREF)
 BÉLANGER-SABOURIN, Catherine (Chargée de cours) - École de travail social
 BERGERON, Manon (Professeure) - Département de sexologie
 BESSAÏH, Nesrine (Professeure associée) - Institut de recherches et d'études féministes (IREF)
 BLAIS, Mélissa (Professeure associée) - Institut de recherches et d'études féministes (IREF)
 BLAIS, Martin (Professeur) - Département de sexologie
 BOURDAGES-LAFLEUR, Jade (Professeure) - École de travail social
 CELIS, Leila (Professeure) - Département de sociologie
 CHESNAY, Catherine (Professeure) - École de travail social
 COURCY, Isabelle (Professeure sous octroi) - Département de sociologie
 DANDENEAU, Stéphane (Professeur) - Département de psychologie
 DORAY, Pierre (Professeur) - Département de sociologie
 DORVIL, Henri (Professeur) - École de travail social
 DUBÉ, Myriam (Professeure) - École de travail social
 GILBERT, Sophie (Professeure) - Département de psychologie
 GONIN, Audrey (Professeure) - École de travail social
 HORDYK, Shawn-Renée (Professeure) - École de travail social
 HOULFORT, Nathalie (Professeure) - Département de psychologie
 INKSETTER, Leila (Professeure) - Département de sociologie
 JOCHEMS, Sylvie (Professeure) - École de travail social
 LÉVESQUE, Sylvie (Professeure) - Département de sexologie

Bilan 2021-2022 | Service aux collectivités de l'UQAM

MENSAH, Maria Nengeh (Professeure) - École de travail social
 MEUNIER, Sophie (Professeure) - Département de psychologie
 PACHE, Stéphanie (Professeure) - Département de sociologie
 PARAZELLI, Michel (Professeur) - École de travail social
 PETITCLERC, Martin (Professeur) - Département d'histoire
 PHILIPPE, Frédérick (Professeur) - Département de psychologie
 PINEAULT, Éric (Professeur) - Département de sociologie
 POTVIN, Maryse (Professeure) - Département d'éducation et formation spécialisées
 POULIN, François (Professeur) - Département de psychologie
 PROVOST SAVARD, Yanick (Professeur) - Département de psychologie
 RENÉ, Jean-François (Professeur) - École de travail social
 VILLENEUVE, Stéphane (Professeur) - Département de linguistique

ÉTUDIANT·ES DE L'UQAM

ÉCOLE DES SCIENCES DE LA GESTION

ANDRIANJAFY, Lalaina Sandra (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
 BEAUPRÉ, Andréane (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 BENAIDA, Ade (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
 BERNIER, Alexandre (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
 BOUCHARD-TREMBLAY, Alex (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
 BUVELOT-LELONG, Anne (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
 CHABOT, Philippe (2e cycle) - Département des sciences économiques
 CHAMPAGNE, Élyse (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
 CHEBBI, Ahmed (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
 DAN TCHIAWA ABOU, Nana Rahila (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 DI BLASIO, Gabrielle (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 DORVAL, Mélina (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
 FAUST, Rachel (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
 FONTAINE, Olivier (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)

FRENETTE, Marilou (1er cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
GUSTINOV, Georgi (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
HUTTON, Axel (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
KEBAILI, Idris (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
LAVIGUEUR, Léthicia (1er cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
LEMAY, Roxanne (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
LI, Cetié Louis (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
MALOUIN-LALONDE, Claude (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
MARTINEAU, Édith (2e cycle) - Département d'organisation et ressources humaines
OUTAROUA, Youness (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
PHUNG, Jackie (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
ROBERGE, Mickael (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
SIMONEAU, Samuel (1er cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
ST-LAURENT, Karine (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
TARNAUD, Florian Pierre Thier (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)
TORUN, Zeynep (2e cycle) - Département de stratégie, responsabilité sociale et environnementale
TREMBLAY, Johannie (2e cycle) - École des sciences de la gestion (Décanat)

FACULTE DES ARTS

BEAUDIN, Anne-Julie (2e cycle) - Département histoire de l'art
CHAGNON, Karim (3e cycle) - Département d'études littéraires
OUELLETTE, Stéphanie (2e cycle) - École de Design
PAYANT, Annabelle (1er cycle) - Département d'études littéraires
POULIOT, Maxime (2e cycle) - École supérieure de théâtre

FACULTE DE COMMUNICATION

CORFA, Camille (1er cycle) - Département de communication sociale et publique
LABRECQUE, Eve-Marie (1er cycle) - École des médias
LAPOINTE, Marie (1er cycle) - École des médias
LATHOUD, Ingrid (3e cycle) - Département de communication sociale et publique
MAILLARD, Anaïs (3e cycle) - Département de communication sociale et publique

MILLETTE, Laurence (2e cycle) - Département de communication sociale et publique
PANNETON, Stéphanie (3e cycle) - Département de communication sociale et publique
PARKER, David (1er cycle) - École des médias
THÉBERGE-GUYON, Marianne (3e cycle) - Département de communication sociale et publique
THIBAUT, Amy (1er cycle) - École des médias
VEILLETTE-CHEEZO, Kijâta-Alexandra (1er cycle) - École des médias

FACULTE DE SCIENCE POLITIQUE ET DE DROIT

ALLAIRE, Mikaël (1er cycle) - Département des sciences juridiques
BÉLANGER, Rosalie (1er cycle) - Département des sciences juridiques
BLANCHETTE, Kathryn (1er cycle) - Département des sciences juridiques
BOGDANIEC FOURNIER, Thomas (1er cycle) - Département des sciences juridiques
CAO, Yi Xin (1er cycle) - Département des sciences juridiques
CARON-BLEAU, Laurence (1er cycle) - Département des sciences juridiques
CHARTIER, Alexandra (1er cycle) - Département des sciences juridiques
CORDOVA-FREZ, Pablo (1er cycle) - Département des sciences juridiques
CÔTÉ, Martine B. (2e cycle) - Département des sciences juridiques
COURTOIS, Thérèse (1er cycle) - Département des sciences juridiques
DASCINE, Mariska (1er cycle) - Département des sciences juridiques
DE BREYNE-GAGNON, Geneviève (3e cycle) - Département de science politique
DEMERS-POITRAS, Julien (1er cycle) - Département des sciences juridiques
FAUSTIN, Thomas (1er cycle) - Département des sciences juridiques
FON, Noah (1er cycle) - Département des sciences juridiques
GIGNAC, Chanel (2e cycle) - Département des sciences juridiques
GLASMAN, Maxime (1er cycle) - Département des sciences juridiques
GRISALES, Yelson (2e cycle) - Faculté de science politique et de droit (Décanat)
GROULX, Charlotte (1er cycle) - Département des sciences juridiques
GUZMAN BARRA, Vicente (2e cycle) - Faculté de science politique et de droit (Décanat)
HAMEL, Charlotte (2e cycle) - Département des sciences juridiques

KHALFI, Sabrina (1er cycle) - Département des sciences juridiques
KUNICKI, Tristan (1er cycle) - Département des sciences juridiques
LADOUCEUR, Korine (1er cycle) - Département des sciences juridiques
LEMIEUX, Karine (3e cycle) - Département des sciences juridiques
MAMBENDA, Anne Rebecca (1er cycle) - Département des sciences juridiques
MARNERIS, Jimmy (1er cycle) - Département des sciences juridiques
MICHAUD, Héloïse (3e cycle) - Département de science politique
MIHAI, Dalia (1er cycle) - Département des sciences juridiques
MORENCY, Sophie-Anne (3e cycle) - Département de sociologie
NDJOKE NDOMBI, Suzanne (3e cycle) - Département de science politique
NIALL, Ricardo (1er cycle) - Département des sciences juridiques
PARKHAEV, Nikita (1er cycle) - Département des sciences juridiques
PERREAULT-HÉBERT, Édith (2e cycle) - Département des sciences juridiques
RAMIREZ MONTALVAN, Sara Sofia Beatriz (1er cycle) - Département des sciences juridiques
RICHARD, Geneviève (3e cycle) - Département des sciences juridiques
ROY, Emmanuelle (1er cycle) - Département des sciences juridiques
SEUVE, Marina (3e cycle) - Département de science politique
THIBAUT, Sarah (2e cycle) - Département de science politique
TOMA, Corina-Andreea (1er cycle) - Département des sciences juridiques
VERNUS, Judith (2e cycle) - Département des sciences juridiques
YOUNOUSS, Mohamed (3e cycle) - Département de science politique

FACULTE DES SCIENCES

BILODEAU, Catherine (2e cycle) - Département de mathématiques
DUBOIS, Cindy (2e cycle) - Département de mathématiques
DUGAS-CARON, Mélissa (2e cycle) - Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM (ISE)
FILION, Valérie (2e cycle) - Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM (ISE)
GIRARD NADEAU, Léa (2e cycle) - Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM (ISE)
GRENIER PAQUETTE, Laura (2e cycle) - Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM (ISE)
Bilan 2021-2022 | Service aux collectivités de l'UQAM

KIMVULA MITASHI, Jules (2e cycle) - Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM (ISE)
L'ITALIEN-BRUNEAU, Rox-Anne (2e cycle) - Département de mathématiques
LAVALLÉE, Alex-Anne (2e cycle) - Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM (ISE)
MAYORGA GALINDO, Leidy Paola (2e cycle) - Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM (ISE)
MOREAU, Guillaume (2e cycle) - Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM (ISE)
MORIN, Sophie (2e cycle) - Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM (ISE)
MORRISSETTE, Félix (2e cycle) - Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM (ISE)
MOUAFU, Célestin (2e cycle) - Département de mathématiques
NGUESSAN, Simon Andon (2e cycle) - Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM (ISE)

FACULTE DES SCIENCES DE L'ÉDUCATION

BALOUET, Maxime (1er cycle) - Département d'éducation et formation spécialisées
BISAILLON, Jérémie (2e cycle) - Département de didactique
BOUCHER-CARDINAL, Marika (2e cycle) - Département d'éducation et formation spécialisées
DALLE, Catherine (1er cycle) - Département d'éducation et pédagogie
DORCELUS CETOUTE, Célimène (2e cycle) - Département de didactique des langues
DUTIL, Rachelle (2e cycle) - Département de didactique des langues
GOULET, Émilie (2e cycle) - Département d'éducation et pédagogie
MALONEY, Josianne (2e cycle) - Département d'éducation et pédagogie
MARTINEZ, Élise (1er cycle) - Département d'éducation et pédagogie
PROULX, Nancy (3e cycle) - Département de didactique

FACULTE DES SCIENCES HUMAINES

AIZPURU ARRILLAGA, Nerea (3e cycle) - Département de sociologie
ALIMI, Sonia (3e cycle) - Département de sociologie
ANAHLUI, Afi Édé (3e cycle) - École de travail social
BARIL, Rachel (2e cycle) - Département de sexologie
BEAUCHAMP-LEBOEUF, Marie-Hélène (2e cycle) - École de travail social
BLANCHETTE-LUONG, Vanessa (3e cycle) - Département de psychologie
BRANCHET, Magali (2e cycle) - Département de sociologie
BUSIC, Milan (2e cycle) - Département d'histoire
CHENG, Isabelle (3e cycle) - Département de psychologie

CONSTANTINEAU, Caroline (2e cycle) - Département de sexologie
COURNOYER, Laurence (2e cycle) - Département de sociologie
DESCHENEAUX, Julie (3e cycle) - Département de sexologie
DUMERCHAT, Mélusine (3e cycle) - Département de sociologie
EDERER, Mélanie (2e cycle) - École de travail social
ELBAZ, Sasha (3e cycle) - Département de psychologie
GINGRAS, Marie-Pier (3e cycle) - Département de psychologie
GRANT-POITRAS, David (3e cycle) - Département de sociologie
LAROSE-OSTERRATH, Catherine (3e cycle) - Département de psychologie
LAVOIE, Isabelle Anne (2e cycle) - École de travail social
LAVOIE-MONGRAIN, Catherine (3e cycle) - Département de sociologie
LESPÉRANCE, Paule (2e cycle) - École de travail social
LUSSIER-LEJEUNE, Florence (3e cycle) - Faculté des sciences humaines (Décanat)
MARLEAU, Antoine (2e cycle) - Département de sociologie
MÉTELLUS, Ariane K. (1er cycle) - Département de sociologie
MICHAUD-GUILBAULT, Florence (1er cycle) - École de travail social
MOMMÉJA, Léa (2e cycle) - École de travail social
MOREAU, Catherine (2e cycle) - Département de sexologie
PARENT-POISSON, Nicolas (1er cycle) - Département de sociologie
PELLETIER-LANDRY, Lucie (2e cycle) - Département de sociologie
PILON, Élie (1er cycle) - Département de psychologie
POIRIER, Anne (1er cycle) - Département de psychologie
PROULX-MASSON, Geneviève (3e cycle) - Département de sociologie
SIGÜENZA VIDAL, Maria Fernanda (2e cycle) - Département de sociologie
TREMBLAY, Jonathan (1er cycle) - École de travail social
TURCOTTE, Camille (3e cycle) - Département de psychologie
VERT, Émilie (3e cycle) - Département de sexologie
ZALLAT, Mehdi (2e cycle) - Département de sociologie
ZENNIA, Sabrina (1er cycle) - École de travail social

ANNEXE 1 :

COLLABORATIONS INSTITUTIONNELLES ET CONTRIBUTIONS

Agentes de développement :

- Comité d'action pour les Premiers Peuples de l'UQAM.
- Comité de suivi du plan de quartier de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent
- Conseil scientifique du TIESS (Territoires innovants en économie sociale et solidaire)
- Conseil de l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF)
- Chantier Transfert des connaissances et recherche partenariale du Réseau québécois en études féministes (RÉQEF)
- Comité de direction de la Chaire de recherche sur les violences sexistes et sexuelles en milieu d'enseignement supérieur
- Comités conjoints du Protocole UQAM/CSN/CSQ/FTQ et du Protocole UQAM/Relais-femmes
- Comité de direction du partenariat SAVIE-LGBTQ (CRSH)
- Comité d'encadrement de l'Observatoire de l'Action communautaire autonome
- Appui au déploiement du volet étudiant
- Représentation de l'équipe au Comité des services aux collectivités (CSAC)

Direction :

- Conseil de la recherche et de la création de l'UQAM
- Mandataire du vice-recteur à la Recherche, la création et la diffusion au sein du Comité institutionnel en matière d'écoresponsabilité.
- Conseil d'administration et comité exécutif du TIESS (Territoires innovants en économie sociale et solidaire)
- Conseil d'administration de la Table de concertation du faubourg Saint-Laurent
- Conseil de direction du CRISES (Centre de recherche sur les innovations sociales)
- Comité de direction du Laboratoire d'histoire et patrimoine de Montréal
- Représentant de l'UQAM pour le partenariat UQAM et Entremise dans le cadre du projet Réseau Ville Autrement
- Comité exécutif de Community-Based Research Canada
- Groupe consultatif sur les retombées sociales, Universités Canada
- Membre du Réseau québécois en innovation sociale (RQIS)
- Membre du Conseil d'Institut de l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM)
- Représentant du VRRCD au Comité d'apprentissage et de recherche de l'UQAM

ADRESSE Service aux collectivités
 Université du Québec à Montréal
 400, rue Sainte-Catherine EST
 Montréal (Québec)

COURRIEL sac@uqam.ca

SITE WEB sac.uqam.ca

FACEBOOK [@sacuqam](https://www.facebook.com/sacuqam)

YOUTUBE
<https://www.youtube.com/channel/UCcAJILzomTylpyLnrInJAuA>